

Politique de développement de l'agriculture et organisation du système de vulgarisation agricole dans les républiques de l'ex-Yougoslavie

Krstic B., Lakic N.

La vulgarisation agricole dans les pays de la Méditerranée du nord-est

Montpellier : CIHEAM
Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(2)

1995
pages 163-170

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI011008>

To cite this article / Pour citer cet article

Krstic B., Lakic N. **Politique de développement de l'agriculture et organisation du système de vulgarisation agricole dans les républiques de l'ex-Yougoslavie.** *La vulgarisation agricole dans les pays de la Méditerranée du nord-est.* Montpellier : CIHEAM, 1995. p. 163-170 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(2))



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Politique de développement de l'agriculture et organisation du système de vulgarisation agricole en ex-Yougoslavie

B. Krstic and N. Lakic
Faculté d'Agriculture

I – Introduction

Parmi les mesures prises afin d'accroître la production, une place importante est réservée aux activités orientées vers l'application des inventions de la science. L'agriculture est caractérisée par certaines spécificités qui imposent que l'application des innovations se fasse de façon différente par rapport aux autres domaines de l'économie. Parmi les nombreuses spécificités de l'agriculture, il faut notamment souligner celles qui sont importantes pour l'ex-Yougoslavie, soit :

- ❑ le grand nombre d'unités de production, se différenciant par la taille, l'état de la propriété, l'équipement technique ainsi que diverses autres caractéristiques,
- ❑ le niveau d'éducation des agriculteurs, plus faible que celui des ouvriers,
- ❑ la nécessité de vérifier et adapter de nouvelles inventions de la science aux conditions agro-écologiques de la région.

Ces caractéristiques rendent l'introduction d'innovations plus complexes dans l'agriculture, exigeant une attention plus importante consacrée à la création d'un service unique et suffisamment efficace, ayant pour tâche principale de s'occuper du transfert et de l'élargissement des innovations dans la production agricole. L'organisation réussie de ce service est l'un des facteurs majeurs de la dynamique du développement de l'agriculture.

L'objectif de cet article est de recenser les expériences de l'ex-Yougoslavie concernant l'organisation du service de vulgarisation agricole et tenant compte des résultats relatifs au développement de l'agriculture pendant les dernières décennies.

II – Conception et phases du développement de l'agriculture

La production agricole, lors des dernières décennies, était assurée par trois types d'unités de production : les exploitations agricoles familiales, les coopératives agricoles et les sociétés agricoles. Le développement de ces unités de production est caractérisé par certaines spécificités étudiées ci-après.

1. Exploitations agricoles familiales

L'évolution de ces exploitations est caractérisée par :

- ❑ La diminution de la population agricole. Ce processus peut être scindé en trois étapes. La première a duré jusqu'à la deuxième Guerre Mondiale et est caractérisée par une lente diminution de la proportion des agriculteurs par rapport au nombre total d'habitants, même si le nombre absolu d'agriculteurs est en hausse. La deuxième étape comprend la période entre la deuxième Guerre Mondiale et le début des années 1960. Elle est caractérisée par la baisse du pourcentage de la population agricole,

accompagnée de la stagnation ou la baisse modérée de son nombre absolu. Tout au début de cette étape, la population agricole représentait près de 70% de la population totale alors qu'en fin de période, elle n'est plus que de 50%. Durant la troisième étape (après 1961), le processus de la désagrariation s'accroît, de sorte que la population agricole ne représente plus qu'un tiers de la population en 1971, un cinquième en 1981 et en 1991, un huitième de la population totale¹. Ceci a provoqué, en Yougoslavie, un des plus terribles exodes ruraux de l'histoire économique. Pour atteindre un même taux de changement de la structure socio-économique, les pays développés ont mis entre 2 et 4 fois plus d'années.

- ❑ La diminution de la surface des exploitations agricoles, accompagnée du vieillissement de la population agricole (l'indice de vieillissement de la population agricole est de 0,8 alors qu'il est de 0,3 pour la population non-agricole)² et de la féminisation (l'augmentation du nombre de femmes dans la population agricole active), ont provoqué la diminution de la main-d'œuvre dans l'agriculture. La conséquence positive de ce processus fut la diminution du chômage caché tandis que la conséquence négative fut le manque de main-d'œuvre dans certaines exploitations agricoles. Ce processus s'est développé simultanément avec la sélection négative de la main-d'œuvre dans l'agriculture. Ce qui a intensifié la nécessité d'accroître la qualification des actifs agricoles et de mettre en place une formation supplémentaire leur permettant de suivre le développement technologique et d'organiser la production de manière rationnelle, économiquement parlant. Une contribution importante dans ce domaine peut être fournie par le service de vulgarisation agricole.
- ❑ La diminution de la surface moyenne des exploitations agricoles familiales qui est passée de 4,2 ha en 1960 à 3,4 ha en 1981.
- ❑ Les changements survenus dans le nombre et la structure des exploitations agricoles familiales sont caractérisés par l'augmentation du nombre total d'exploitations avec une participation plus forte des exploitations pluriactives et une diminution des exploitations agricoles monoactives.
- ❑ Les changements relatifs aux facteurs de production se traduisent par la baisse de la superficie des terres labourées³ par habitant (au cours des 50 dernières années, cette superficie est passée de 0,53 ha à 0,33 ha), par la stagnation des superficies irriguées, par la diminution du nombre de têtes de gros bétail par habitant et par la brusque augmentation du nombre de tracteurs. Actuellement, les exploitations agricoles familiales ont deux fois plus de tracteurs (en termes de puissance) par hectare labourable que les pays à agriculture hautement développée. Cela empêche l'utilisation rationnelle des tracteurs et diminue la compétitivité de l'agriculture yougoslave.
- ❑ Les changements dans la technologie et l'organisation de la production se sont traduits par une plus forte mécanisation, un accroissement du recours aux engrais minéraux et aux produits destinés à protéger les plantes ainsi que par l'introduction de nouvelles espèces de plantes fourragères et races de bétail, caractérisées par un haut degré de potentiel génétique. Cela a diminué la dépendance de la production face aux facteurs extérieurs. Au niveau de l'organisation de la production, un phénomène caractéristique est celui des exploitations agricoles spécialisées en fruits, légumes, plantes industrielles, poulets engraisés, oeufs et lait de vache. Pourtant, ce phénomène reste à un niveau encore très insuffisant et les exploitations les plus nombreuses sont celles qui ont une production très variée ; Parce que les producteurs ont tendance à vouloir éviter le risque et l'incertitude, deux facteurs caractéristiques de la production agricole.

2. Coopératives agricoles

L'association des paysans en coopératives agricoles en ex-Yougoslavie date de plus de 100 ans. Jusqu'à la deuxième Guerre Mondiale, les formes d'organisation de coopératives et leur fonctionnement n'étaient pas vraiment différents des autres pays à système coopératif développé. Mais, après la deuxième Guerre Mondiale, on note dans la politique agraire yougoslave et, par conséquent, dans l'organisation des coopératives, une tendance à développer certaines solutions originales. Les changements au niveau de l'organisation et du statut des coopératives s'opèrent selon quatre phases caractéristiques :

- ❑ **Phase des coopératives rurales de travail (1945–1956).** Ces coopératives pourraient être nommées kolkhozes dans les conditions yougoslaves. Elles ont été créées sous la contrainte politique et administrative, avec une influence défavorable sur le développement de l'agriculture, pour être supprimées après une relativement brève période.

- ❑ **Phase de la coopération socialiste (1957–1974).** Il s'agissait de créer des coopératives de type général ayant pour tâche principale de s'occuper des questions économiques, importantes pour les exploitations agricoles familiales. Au cours des premières années, ce type de coopératives a eu des résultats positifs, car il a contribué au développement des affaires, à l'augmentation de la force économique des exploitations rurales et à l'amélioration des conditions de vie et de travail dans les villages. Les faiblesses de ce type de coopératives résultent du fait qu'il a fonctionné en tant qu'institution de l'Etat, imposée par la conception étatique de l'intégration "venant d'en haut". La coopérative avait une position monopolistique, en tant qu'intermédiaire pour l'octroi de crédits aux exploitations agricoles, pour l'approvisionnement en matériaux de reproduction et l'utilisation plus intense des innovations technologiques dans la production.
- ❑ **Phase de l'association du travail et des moyens de production (1975–1988).** Ce type d'association repose sur l'idée que les règles du marché peuvent être remplacées par les accords sociaux et les conventions autogestionnaires. Selon cette conception, la grosse unité de production (propriété sociale) est un facteur de base du développement de l'agriculture et l'exploitation agricole familiale, en tant que producteur de matières premières, est orientée dans un degré plus ou moins important, vers l'intégration aux unités de production du secteur social. Les rapports entre l'exploitation agricole familiale et la coopérative agricole étaient, en règle générale, stipulés dans un contrat. Dans les conditions économiques instables, on a souvent noté la tendance d'un partenaire ou l'autre à s'éloigner des engagements contractuels. Les désaccords qui s'ensuivaient se terminaient, souvent, au détriment du paysan. Cette conception, en pratique, n'a pas donné de résultats positifs.
- ❑ **Phase de l'économie de marché (après 1988).** Les changements du système économique après 1988 ont été orientés vers l'introduction de l'économie de marché et l'augmentation de l'efficacité du système économique. Le pluralisme des rapports de production a été établi, supprimant le maximum foncier de la propriété privée pour les exploitations agricoles et toutes les formes d'unités de production ont acquis la même position sur le marché. Les exploitations agricoles familiales deviennent plus importantes que jusqu'alors. On leur restitue les terres qui leur avaient été ôtées. La loi sur les coopératives permet aux agriculteurs la création de coopératives, par une procédure simple, qui autorise une organisation harmonisée avec les besoins des sociétaires des coopératives.

3. Sociétés agricoles

Cette forme d'organisation de la production agricole existait en Yougoslavie, avant même la deuxième Guerre Mondiale, en tant que grosses unités de production, organisées de façon moderne, bien équipée en moyens techniques et adaptées à la technologie moderne de production. Une partie de ces sociétés était de propriété publique, tandis que le reste était en propriété privée. Après la deuxième Guerre Mondiale, les sociétés agricoles ont joué un rôle important dans le développement de l'agriculture. Ce rôle et leur statut économique ont changé, en parallèle avec les transformations du système économique. De ce point de vue, on peut distinguer quatre phases de développement :

- ❑ **Phase de création et de modernisation (jusqu'en 1965).** Utilisant les terres des sociétés agricoles qui existaient avant la deuxième Guerre Mondiale et certaines terres provenant du fonds de la Réforme Agraire de 1945, on a procédé à la création de sociétés agricoles d'Etat, en tant que grosses unités de production qui ont été jugées prioritaires aux niveaux de l'équipement en moyens techniques modernes, du personnel spécialisé et de l'introduction de la technologie moderne, mais aussi au niveau de la responsabilité accrue dans l'approvisionnement du marché en produits agricoles fondamentaux.
- ❑ **Phase du renforcement de l'autonomie économique (1966–1974).** Certains obstacles au développement, survenus dans le cadre de la première phase, du fait de l'autonomie limitée des sociétés dans la prise de décision, ont été éliminés ou atténués dans la phase de mise en application des mesures de la première réforme économique en 1965/66. Entre-temps, ces sociétés sont passées du statut de propriété de l'Etat au statut de propriété collective. Outre la modernisation postérieure, les sociétés agricoles ont réalisé un important progrès en stimulant l'intérêt des ouvriers à l'amélioration des résultats de la production. Par conséquent, les résultats économiques obtenus alors par les sociétés agricoles furent les meilleurs de toute la période d'après la deuxième Guerre Mondiale.
- ❑ **Phase de l'économie conventionnelle (association du travail et des moyens de production) (1975–1988).** L'essence de cette conception a déjà été expliquée dans le cadre des coopératives. Il

faut souligner ici que les sociétés agricoles, pendant cette phase, ont obtenu un degré important d'autonomie. Le système de prise de décision a été décomposé en un grand nombre de sujets, le capital des sociétés a été morcelé et le développement de chaque société a été soumis au développement de ses diverses branches. Le fonctionnement global s'est aggravé jusqu'à un tel point qu'il s'est pratiquement détruit. Ce système est caractérisé par une forte dépense en temps nécessaire pour la prise des décisions. Il est finalement inefficace et s'adapte lentement aux changements survenus dans l'environnement. Cette organisation n'a donc donné que de faibles résultats économiques.

- **Phase de l'économie de marché (depuis 1988).** Dans le cadre des trois phases préalables, ces sociétés ont joui de certains privilèges dans le domaine de la politique agraire. Avec l'émergence du nouveau système, la position des sociétés agricoles sur le marché a été ramenée au même niveau que celle des autres formes de propriété de l'entreprise. En outre, ces sociétés ont été frappées par la disposition législative les obligeant à restituer les terres précédemment confisquées aux paysans. Jusqu'à présent, pour plus des 2/3 des terres ainsi confisquées, la procédure de restitution est achevée, alors que pour le tiers restant, la procédure est en cours. Cela a conduit à la diminution des superficies appartenant aux sociétés agricoles. De ce fait, 2700 ouvriers agricoles sont devenus chômeurs. On leur a donné la possibilité d'obtenir un crédit afin de créer leur propre unité de production. Les moyens mis à la disposition de ces crédits ont été assurés par l'Etat, dans le cadre d'un programme élargi, relatif à la promotion de la production agricole, connu comme le : « Programme de revitalisation rurale ».

Exposées à la concurrence des autres formes de propriété, de nombreuses sociétés agricoles ayant un statut de propriété sociale, ont fait preuve d'importantes faiblesses. Afin de s'adapter aux nouvelles conditions, un processus de transformation de l'organisation et/ou de la propriété est en cours pour ces sociétés agricoles. Du fait qu'il s'agit d'une expérience récente, il est encore trop tôt pour donner une estimation objective des résultats de ces derniers changements.

III – L'organisation du système de vulgarisation agricole

1. Historique du développement

Un travail systématique concernant le progrès de la production agricole en Yougoslavie, a commencé au milieu du XIX^e siècle. Plusieurs institutions furent fondées à cette époque, ayant pour but la recherche scientifique et la formation d'experts en agriculture. Entre les deux guerres mondiales, l'instruction publique agricole s'est remarquablement développée. Les premières années après la fin de la deuxième Guerre Mondiale ont été caractérisées par une importante expansion du système d'éducation et, ensuite, des institutions scientifiques de recherche pour les besoins de l'agriculture. Le développement de la vulgarisation agricole, en tant que moyen d'application de la recherche scientifique à la pratique, peut être divisé en quatre phases, depuis la fin de la deuxième Guerre Mondiale.

- **Phase où le service de vulgarisation agricole pour les besoins du secteur privé est négligé (de 1945 au début des années 1950).** On attendait simplement que l'introduction de la technologie moderne soit pratiquée dans le cadre de la stratégie de développement de l'époque qui consistait dans la collectivisation et la création de grosses unités de production. Cette stratégie a eu des résultats tout à fait négatifs sur le développement de l'agriculture.
- **Phase de création et développement du réseau de stations agronomiques (du début des années 1950 jusqu'au début des années 1960).** Cette phase coïncide avec la période de modernisation de l'agriculture et de sa socialisation par le biais de la coopération du secteur social avec les exploitations agricoles familiales. Pour atteindre les objectifs de la modernisation, on a procédé à la création d'un réseau de stations agronomiques dans toutes les régions agricoles. Elles furent équipées d'appareils destinés à toutes les prises de mesures et analyses sans lesquels l'élaboration d'études et l'application des procédés technologiques nouveaux n'étaient pas possibles. Un centre agronomique, au niveau global, a été créé pour assurer la coordination des activités des centres régionaux. Les stations agricoles et le centre agricole furent financés par l'Etat.

Les faiblesses de ce modèle se situent au niveau de l'absence d'un service local de vulgarisation agricole, orienté vers les exploitations agricoles familiales. Cette lacune était partiellement couverte par la présence des experts des coopératives agricoles, mais ni l'étendue ni l'intensité étaient suffisantes pour répondre aux besoins de la coopération.

- ❑ **Phase de la transformation des stations agronomiques (du début des années 1960 jusqu'à la moitié des années 1980).** Elle commence par la suppression de l'octroi de fonds publics de financement au service de vulgarisation agricole, en orientant les stations agronomiques vers le financement autonome. Les changements de modalités du financement ont eu pour conséquence de voir disparaître certaines stations agronomiques tandis que d'autres stations ont modifié leur structure d'activités, en s'orientant uniquement vers les activités bénéfiques. Enfin on note aussi l'association de tierces personnes avec les grosses entreprises agricoles, au niveau des unités de recherche et développement. Ceci a réduit au minimum les possibilités pour les paysans de profiter des prestations du Service de Vulgarisation agricole.
- ❑ **Phase de la rénovation du réseau des stations agronomiques (depuis la moitié des années 1980 jusqu'à nos jours).** En tant qu'institution de vulgarisation agricole, le service de vulgarisation a été incité par le fait que le crédit versé par la Banque Mondiale est destiné aux exploitations agricoles familiales. Pour que ce crédit soit utilisé de façon rationnelle et pour que le remboursement soit assuré, il s'est avéré nécessaire d'établir un service disposant de cadres capables de réaliser et gérer des projets d'investissement dans le cadre de l'exploitation agricole familiale, de façon à assurer que les résultats de l'exploitation, dans son ensemble, soient, économiquement parlant, les meilleurs possibles. Après 1988, cette orientation a été stimulée par l'émergence d'un nouveau système économique, favorisant la privatisation et, dans ce contexte, l'exploitation agricole familiale acquiert une plus grande signification.

2. L'état actuel du service de vulgarisation agricole

Au cours des dernières années, les activités du service de vulgarisation agricole se sont accentuées, en tant que partie prenante d'un système plus général de création et transfert des connaissances au niveau des pratiques agricoles. Ce système comprend :

- ❑ les institutions publiques correspondantes (ministères de l'éducation, de la science et de l'agriculture) ;
- ❑ l'instruction publique agricole (secondaire, supérieure et universitaire) ;
- ❑ les institutions scientifiques de recherche (pour les recherches fondamentales et appliquées) ;
- ❑ les institutions chargées de l'application des innovations (instituts de développement et stations agronomiques) ;
- ❑ les bénéficiaires des innovations (exploitations familiales, sociétés d'Etat, sociétés publiques et sociales, coopératives et associations).

L'organisation actuelle du système de vulgarisation agricole comprend trois segments :

Le **premier** représente le niveau global de l'Institut pour l'application des nouvelles technologies dans l'agriculture, ayant pour tâche la coordination des activités du service de vulgarisation agricole dans son ensemble. En outre, cet Institut doit suivre le développement de la science dans le monde, collaborer avec les organisations scientifiques de recherche dans le pays et réaliser ses propres projets scientifiques de recherche. Les résultats de toutes ces recherches sont appliqués soit directement, soit par l'intermédiaire des stations agronomiques.

Le **deuxième** concerne le niveau régional, composé d'un réseau de stations agronomiques. Elles offrent des prestations de service aux sociétés agricoles, aux coopératives et aux exploitations agricoles familiales dans le domaine tant des analyses de laboratoire que des conseils. Elles procèdent à des essais, participent à l'organisation d'expositions et à des revues agricoles. Elles s'occupent également de certaines activités publiques, stipulées par la loi, comme la sélection du bétail, l'insémination artificielle, la remise de rapports et prévisions concernant les maladies végétales et animales, le contrôle de la qualité des semences, etc.

Le **troisième** segment concerne le service local, composé d'experts employés au sein des sociétés et des coopératives agricoles. Ils s'occupent d'abord de la promotion de la production agricole de la société ou de la coopérative où ils sont employés et, ensuite, de la promotion de la production des exploitations agricoles familiales dans la mesure où leur société ou coopérative a un intérêt commercial.

Alors que les deux premiers niveaux du service de vulgarisation agricole sont financés par le budget de l'Etat, le troisième niveau est financé par les sociétés et coopératives agricoles. Les modalités de financement définissent également la direction de l'action du service local de vulgarisation agricole. Son intérêt ne coïncide pas avec celui des exploitations agricoles familiales. Cela peut provoquer une discordance, au niveau de l'action de ce segment du service de vulgarisation, avec les intérêts des exploitations agricoles familiales mais aussi avec ceux de l'Etat. Il s'agit alors du point le plus faible dans l'organisation actuelle du service de vulgarisation agricole.

3. Les évaluations du développement jusqu'à nos jours et les nécessités de promotion du service de vulgarisation agricole

Pour ce qui est des estimations du développement réalisé, il suffit de mentionner trois groupes d'indicateurs. Il s'agit : du taux de croissance de l'agriculture, des variations dans la production des principaux produits et du bilan du commerce extérieur en produits agricoles.

Dans la période d'après la seconde Guerre Mondiale (à l'exception des années 1986-1990), le taux de croissance dans l'agriculture a augmenté de 30% par rapport à la période d'entre-deux-guerres. Cela signifie qu'en termes de croissance par habitant le taux a doublé. Cette dynamique de croissance est beaucoup plus importante que celle de nombreux autres pays. Parallèlement au taux relativement important, il faut cependant souligner que le développement fut inégal pendant la période considérée. Entre 1946 et 1955, le taux de croissance était exceptionnellement bas (1,7%), tout juste supérieur au taux de croissance de la population à cette époque. Entre 1956 et 1960, on assiste à un renversement soudain de tendance, avec une forte hausse. Cela doit être mis en relation avec le renoncement à la collectivisation et la mise en place d'une politique d'augmentation des investissements et de modernisation de l'agriculture.

Le progrès réalisé, quoiqu'inférieur à ce qui était attendu, a contribué à la croissance importante de la production agricole (*Tableau 1*).

Tableau 1. Production annuelle de quelques produits agricoles essentiels en Yougoslavie (en milliers de tonnes)

Produit	1930-1939	1946-1955	1956-1965	1966-1975	1976-1985	1986-1990
Froment	2430	2075	3283	4836	5200	5662
Maïs	4300	2747	5389	7779	9881	9045
Blé-toutes variétés	7665	6169	9805	13694	16318	15723
Tournesol	9	97	148	313	334	435
Betterave sucrière	616	1188	2107	3529	5629	5809
Viande (total)	398	347	610	872	1254	1356
- de boeuf	100	91	177	274	349	356
- de porc	171	163	259	336	484	535
Lait	1819	1689	2329	2935	4888	4546
Oeufs (millions)	1268	956	1556	2793	4387	4672

La hausse de la production est, principalement, due à l'augmentation du rendement par unité de capacité. Cela a permis à l'ex-Yougoslavie de s'approcher du groupe de pays exportateurs périodiques de blé. En outre, la structure alimentaire des consommateurs yougoslaves s'est fortement modifiée, dans le sens de l'augmentation de la consommation en produits alimentaires d'origine animale, des fruits et des légumes.

La croissance s'est tassée au début des années 1980 pour prendre avant la fin de cette même décennie, une inclinaison dangereuse, ce qui ressort nettement du bilan du commerce extérieur (*Tableau 2*). Il faut, cependant, souligner que le bilan exceptionnellement défavorable du commerce extérieur, lors des cinq dernières années (1986–1990), est en majeure partie due aux résultats de 1990, année où seules 47% des importations ont été couvertes par les exportations. Tandis que, pour les quatre années précédentes, la différence entre les exportations et les importations était positive.

Tableau 2. Les exportations et importations moyennes, par an, des produits agricoles
(en millions de dollars US)

Indicateurs	Exportation (2)	Importation (3)	Différence (2-3)	Indice (2/3)
1981–1985				
Produits alimentaires et animaux vivants	878	552	326	159
Boissons et tabac	185	23	162	804
Matières crues	63	126	-63	50
Graisses animales et végétales	10	91	-81	11
Total	1136	792	344	143
1986–1990				
Produits alimentaires et animaux vivants	937	1031	-94	91
Boissons et tabac	117	55	62	213
Matières crues	62	124	-62	50
Graisses animales et végétales	16	49	-33	33
Total	1132	1259	-127	90

L'accroissement des importations de produits agricoles en 1990 n'a pas été provoqué par la pénurie de ces produits, mais par la volonté des responsables de la politique économique qui ont cherché à contraindre les producteurs nationaux à diminuer les prix au détail de leurs produits.

Le rythme de croissance de la production agricole, jusqu'à présent, même s'il était suffisant pour satisfaire les besoins du marché national, ne peut être considéré comme positif, eu égard aux conditions naturelles et autres ainsi que comparativement au développement de l'agriculture dans les pays développés. L'une des faiblesses du développement, jusqu'à nos jours, repose sur l'exploitation insuffisante du potentiel dont disposent les exploitations agricoles familiales. Dans la période à venir, le service de vulgarisation agricole doit absolument contribuer à faire disparaître cette faiblesse.

Etant donné les défauts que présente le système agricole, tel que nous l'avons démontré, une attention toute particulière doit être accordée à l'organisation rationnelle du service local de vulgarisation agricole. Cela signifie également que doivent être clairement définis la position du service de vulgarisation agricole, le contenu de ses activités, les modalités de réalisation de ses actions, le procédé de contrôle de son fonctionnement, l'évaluation des résultats de son activité, l'étendue et la structure du cadre nécessaire à la réalisation du programme prévu de travail et ce, en conformité avec les spécificités des régions agricoles. De même, il est nécessaire de fixer avec précision l'ampleur et la structure des équipements indispensables à son fonctionnement et d'assurer les conditions de travail adéquates pour les experts. Tout cela exige enfin que soient spécifiées l'ampleur du financement à accorder ainsi que les ressources grâce auxquelles le service pourra fonctionner de façon durable et stable.

Notes

1. Les données pour l'année 1991 sont présentées à titre d'estimation.
2. L'indice représente le rapport du nombre d'habitants de plus de 60 ans, relativement aux habitants de moins de 20 ans.
3. Conformément au FAO, la terre labourée comprend les terres arables, les vergers, les vignobles et les jardins d'hiver.

